

F. 83 — 1348

27 AVRIL 1983. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon faisant de la Région wallonne l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant institution d'une Commission consultative régionale wallonne d'Aménagement du Territoire

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 3;

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, notamment les articles 6 et 7;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1976, désignant la Région wallonne comme devant faire l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire, et portant institution d'une Commission consultative régionale wallonne d'Aménagement du Territoire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982, portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 17 novembre 1982;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. La Région wallonne, telle que visée par l'article 2 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, fait l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire.

Art. 2. Il est constitué une Commission consultative régionale wallonne d'Aménagement du Territoire.

Art. 3. La Commission a son siège à Namur.

Art. 4. Outre son président nommé par l'Exécutif régional wallon, la Commission est composée de trente membres.

L'Exécutif nomme directement quinze membres, à savoir ses délégués et des membres des députations permanentes, des membres des conseils d'administration d'associations de communes et des membres des collèges échevinaux de la Région wallonne.

Il nomme les quinze autres membres sur présentation, par les gouverneurs des provinces du Brabant, Hainaut, Liège, Luxembourg et Namur, d'une liste double de candidats choisis parmi les personnes représentant les principaux intérêts privés de la Région wallonne.

Sur décision expresse de l'Exécutif, les fonctions de membre de la Commission peuvent prendre fin, en ce qui concerne les délégués de l'Exécutif, par la révocation de la délégation, et, en ce qui concerne les autres membres, par la perte de la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés.

Art. 5. Deux vice-présidents sont nommés par l'Exécutif parmi les membres qui forment respectivement la première et la seconde moitié de la Commission, selon la distinction établie à l'article 7 de la loi du 29 mars 1962.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président ou, lorsque celui-ci est absent ou empêché, par le second vice-président.

Art. 6. Sauf cas d'application de l'article 4, alinéa 4, le mandat des membres de la Commission a une durée de quatre ans. Il est renouvelable.

L'Exécutif peut démettre le membre qui est absent à plus de cinq séances consécutives, sauf pour cause de force majeure. Il est pourvu au remplacement dans les deux mois qui suivent la décision.

En cas de vacance d'un mandat à la suite de décès, de démission ou pour toute autre cause, le remplaçant est nommé selon les conditions prévues pour la nomination au mandat vacant. Le remplaçant achève le mandat du membre auquel il succède.

Art. 7. Le bureau est composé du président et des deux vice-présidents. Il dirige les travaux de la Commission et veille à l'exécution des décisions de cette dernière.

Art. 8. Le secrétariat de la Commission est assuré par les services de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire. Il comprend un secrétaire et un secrétaire adjoint, désignés par le Ministre qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions.

Le secrétariat a pour mission de préparer, sous la direction du président, les réunions et les travaux de la Commission, de ses sections et de ses groupes de travail.

Art. 9. La Commission se réunit sur convocation du président, qui fixe l'ordre du jour. Elle se réunit au moins six fois par an.

Le président est tenu de réunir la Commission dans les quinze jours si la demande en est faite, soit par le Ministre qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions ou par son délégué, soit par neuf membres.

A la demande de cinq membres au moins, tout objet relevant de la compétence de la Commission doit être inscrit à l'ordre du jour.

Art. 10. La Commission ne délibère valablement que si la moitié de ses membres au moins sont présents.

Si cette condition n'est pas remplie, la Commission est reconvoquée à huitaine avec le même ordre du jour et elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 11. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le procès-verbal fait mention des avis de la minorité.

Art. 12. La Commission peut se subdiviser en sections pour examiner des problèmes d'importance locale, pour autant que ses deux moitiés y soient représentées chacune en nombre égal.

Art. 13. La Commission peut constituer en son sein des groupes de travail, chargés de procéder à l'étude préparatoire de certaines questions particulières.

La Commission peut recueillir toute information nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Art. 14. Sans préjudice de sa mission légale, la Commission donne également des avis au Ministre qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions, sur toutes questions qu'il lui soumet relativement à l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans la Région wallonne. Ces avis doivent être donnés dans le délai fixé par le Ministre; celui-ci est seul juge de la publicité qu'il convient de leur donner.

Art. 15. La Commission dépose annuellement un rapport d'activité auprès du Ministre qui a l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions; celui-ci en informe l'Exécutif.

Art. 16. La Commission peut faire appel au concours de personnes particulièrement qualifiées de même qu'à des fonctionnaires des ministères, sous réserve de l'accord du Ministre dont ceux-ci relèvent. Ces personnes et fonctionnaires ont voix consultative.

Art. 17. Les directeurs des services provinciaux wallons de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, ainsi qu'un fonctionnaire des services centraux de cette administration peuvent assister aux réunions de la Commission, du bureau et des sections, aux réunions communes de délégués et à celles des groupes de travail. Le directeur concerné peut se faire accompagner d'un adjoint.

Les fonctionnaires visés au présent article ont voix consultative.

Art. 18. Les indemnités et jetons de présence sont alloués aux présidents et membres de la Commission conformément à l'arrêté royal du 18 septembre 1975, portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence octroyés aux présidents et aux membres des commissions instituées en exécution des articles 7 et 19 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970.

Art. 19. L'arrêté royal du 15 mars 1976 désignant la Région wallonne comme devant faire l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire, et portant institution d'une Commission consultative régionale wallonne d'Aménagement du Territoire, est abrogé.

Art. 20. L'arrêté royal du 21 août 1981, portant nomination des membres de la Commission consultative régionale wallonne d'Aménagement du Territoire demeure d'application, sans préjudice des articles 4, alinéa 4, et 6 du présent arrêté.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 avril 1983.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie wallonne,

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

D. 83 — 1348

27. APRIL 1983. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive, durch den die Wallonische Region der Gegenstand eines regionalen Raumordnungsplans wird und ein Beratender Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung eingerichtet wird

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1, § 3;

Aufgrund des Gesetzes vom 29. März 1962 über die Einführung der Raumordnung und des Städtebaus, insbesondere der Artikel 6 und 7;

Aufgrund des Königlichten Erlasses vom 15. März 1976, der die Wallonische Region als Gegenstand eines regionalen Raumordnungsplans bezeichnet und einen Beratenden Wallonischen Regionalausschuss für Raumordnung einrichtet;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 17. November 1982;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive:

Artikel 1. Die Wallonische Region, so wie sie in Artikel 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgegrenzt ist, ist der Gegenstand eines regionalen Raumordnungsplans.

Art. 2. Es wird ein Beratender Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung eingerichtet.

Art. 3. Der Ausschuss hat seinen Sitz in Namür.

Art. 4. Neben dem Präsidenten, der von der Wallonischen Regionalexekutive ernannt wird, umfasst die Kommission dreissig Mitglieder.

Die Exekutive ernannt direkt fünfzehn Mitglieder, und zwanzig Vertreter und Mitglieder der ständigen Ausschüsse, Mitglieder der Verwaltungsräte von Gemeindevereinigungen und Mitglieder der Schöffenkollegien der Wallonischen Region.

Die anderen fünfzehn Mitglieder ernannt sie auf Vorlage durch die Gouverneure der Provinzen Brabant, Hennegau, Lüttich, Luxemburg und Namür einer doppelten Liste von Kandidaten, die unter den Personen ausgewählt werden, die die hauptsächlichsten privaten Interessen der Wallonischen Region vertreten.

Auf einen ausdrücklichen Beschluss der Exekutive hin können die Funktionen eines Ausschussmitglieds folgendermassen zu Ende gehen: was die Vertreter der Exekutive betrifft, durch die Aufhebung der Beauftragung und, was die anderen Mitglieder betrifft, durch den Verlust der Eigenschaft, aufgrund welcher sie ernannt wurden.

Art. 5. Die Exekutive ernannt zwei Vizepräsidenten unter den Mitgliedern, die gemäss der in Artikel 7 des Gesetzes vom 29. März 1962 festgelegten Unterscheidung jeweils die erste und die zweite Hälfte des Ausschusses bilden.

Ist der Präsident abwesend oder verhindert, so wird er durch den ersten Vizepräsidenten ersetzt oder, wenn letzterer abwesend oder verhindert ist, durch den zweiten Vizepräsidenten.

Art. 6. Ausser bei Anwendung von Artikel 4, Absatz 4 dauert das Mandat der Mitglieder des Ausschusses vier Jahre. Es kann erneuert werden.

Die Exekutive kann das Mitglied, das bei mehr als fünf aufeinanderfolgenden Sitzungen abwesend war, absetzen; es sei denn, die Abwesenheit ist auf eine höhere Gewalt zurückzuführen. Es wird innerhalb zweier Monate nach dem Beschluss für ein Ersatzmitglied gesorgt.

Wenn ein Mandat infolge eines Todesfalles, eines Rücktritts oder aus jedem anderen Grund frei wird, wird das Ersatzmitglied gemäss den für die Ernennung vorgesehenen Bedingungen für das inbesetzte Mandat ernannt. Das Ersatzmitglied beendet das Mandat seines Vorgängers.

Art. 7. Das Präsidium besteht aus einem Präsidenten und zwei Vizepräsidenten. Es leitet die Arbeiten des Ausschusses und sorgt für die Durchführung der Beschlüsse dieses Ausschusses.

Art. 8. Das Sekretariat des Ausschusses wird von den Verwaltungsdiensten des Städtebaus und der Raumordnung übernommen. Es umfasst einen Sekretär und einen beigeordneten Sekretär, die von dem Minister bezeichnet werden, zu dessen Zuständigkeitsbereich Raumordnung und Städtebau gehören.

Das Sekretariat hat den Auftrag, die Versammlungen und die Arbeiten des Ausschusses, seiner Abteilung und seiner Arbeitsgruppen unter der Leitung des Präsidenten vorzubereiten.

Art. 9. Der Ausschuss tagt infolge einer Einberufung durch den Präsidenten, der die Tagesordnung festlegt. Er tritt mindestens sechsmal im Jahr zusammen.

Auf Antrag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich Raumordnung und Städtebau gehören, oder seines Vertreters oder auf Antrag von neun Mitgliedern muss der Präsident den Ausschuss innerhalb vierzehn Tagen einberufen.

Auf Antrag von mindestens fünf Mitgliedern muss jeder Gegenstand, der in die Zuständigkeit des Ausschusses fällt, auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Art. 10. Die Beschlüsse des Ausschusses sind nur gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Ausschuss binnen acht Tagen erneut mit derselben Tagesordnung einberufen, und unabhängig von der Zahl der anwesenden Mitglieder sind die Beschlüsse dann gültig.

Art. 11. Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Im Protokoll werden die Meinungen der Minderheit erwähnt.

Art. 12. Der Ausschuss kann sich für die Untersuchung der Probleme lokaler Bedeutung in Abteilungen unterteilen, insofern ihre beiden Hälften jeweils in gleicher Anzahl darin vertreten sind.

Art. 13. Innerhalb des Ausschusses können Arbeitsgruppen gebildet werden, deren Aufgabe darin besteht, die vorbereitende Untersuchung gewisser Sonderfragen vorzunehmen.

Der Ausschuss kann jede Auskunft einholen, die für die Erfüllung seines Auftrags erforderlich ist.

Art. 14. Unbeschadet seines gesetzlichen Auftrags gibt der Ausschuss dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich Raumordnung und Städtebau gehören, ebenfalls Gutachten über alle Fragen ab, die dieser ihm in Zusammenhang mit der Raumordnung und dem Städtebau in der Wallonischen Region unterbreitet. Diese Gutachten müssen innerhalb der vom Minister festgesetzten Frist abgegeben werden. Einzig und allein der Minister urteilt über ihre Bekanntmachung.

Art. 15. Der Ausschuss reicht jedes Jahr einen Tätigkeitsbericht bei dem Minister ein, zu dessen Zuständigkeitsbereich Raumordnung und Städtebau gehören; dieser setzt die Exekutive davon in Kenntnis.

Art. 16. Der Ausschuss kann die Mitwirkung von besonders geeigneten Personen sowie von Beamten der Ministerien — insofern ihr Minister einverstanden ist — in Anspruch nehmen. Diese Personen und Beamten haben beratende Stimme.

Art. 17. Die Leiter der wallonischen Provinzialdienste der Verwaltung der Raumordnung und des Städtebaus sowie ein Beamter der Zentraldienststellen dieser Verwaltung können den Versammlungen des Ausschusses, des Präsidiums und der Abteilungen sowie den gemeinsamen Versammlungen der Vertreter und denjenigen der Arbeitsgruppen beiwohnen. Der betreffende Leiter kann von einem Beigeordneten begleitet werden.

Die im vorliegenden Artikel gemeinten Beamten haben beratende Stimme.

Art. 18. Die Präsidenten und Mitglieder des Ausschusses erhalten Vergütungen und Anwesenheitsgelder gemäß dem Königlichen Erlass vom 18. September 1975 zur Festlegung des Betrags der Vergütungen und Anwesenheitsgelder, die den Präsidenten und Mitgliedern der Ausschüsse gewährt werden, die in Anwendung der Artikel 7 und 10 des Gesetzes vom 29. Mrz 1962 über die Einführung der Raumordnung und des Städtebaus, abgeändert durch die Gesetze vom 22. April 1970 und vom 22. Dezember 1970, eingerichtet wurden.

Art. 19. Der Königliche Erlass vom 15. März 1976, der die Wallonische Region als Gegenstand eines regionalen Raumordnungsplans bezeichnet und einen Beratenden Wallonischen Regionalausschuss für Raumordnung und Städtebau einrichtet, ist aufgehoben.

Art. 20. Unbeschadet des Artikels 4, Absatz 4, und des Artikels 6 des vorliegenden Erlasses bleibt der Königliche Erlass vom 21. August 1981 zur Ernennung der Mitglieder des Beratenden Wallonischen Regionalausschusses für Raumordnung weiterhin anwendbar.

Art. 21. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 22. Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 27. April 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wallonischen Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

VERTALING

N. 83 — 1348

27 APRIL 1983. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot aanduiding van het Waalse Gewest om het voorwerp uit te maken van een gewestelijk plan van ruimtelijke ordening en houdende de instelling van een Waalse Regionale Commissie van Advies voor Ruimtelijke Ordening

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 3;

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, inzonderheid op de artikelen 6 en 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1976 tot aanduiding van het Waalse Gewest om het voorwerp uit te maken van een gewestelijk plan van ruimtelijke ordening en houdende de oprichting van een Waalse Regionale Commissie van Advies voor Ruimtelijke Ordening;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 17 november 1982;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van de Nieuwe Technologieën en Kleine en Middelgrote Ondernemingen, van de Ruimtelijke Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Het Waalse Gewest, zoals bedoeld bij artikel 2 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, maakt het voorwerp uit van een gewestelijk plan van ruimtelijke ordening.

Art. 2. Er wordt een Waalse Regionale Commissie van Advies voor Ruimtelijke Ordening ingesteld.

Art. 3. De Commissie heeft haar zetel te Namen.

Art. 4. Bovenans haar door de Waalse Gewestexecutieve benoemde voorzitter, is de Commissie samengesteld uit dertig leden.

Vijftien leden worden rechtstreeks door de Executieve benoemd, te weten haar afgevaardigden en leden van de bestendige deputaties, leden van de raden van beheer van verenigingen van gemeenten en leden van de schepencolleges van het Waalse Gewest.

Vijftien andere leden worden door de Executieve benoemd op een door de gouverneurs van de provincies Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen voorgedragen dubbele lijst van kandidaten, gekozen uit de personen die de voornaamste particuliere belangen van het Waalse Gewest vertegenwoordigen.

Door een uitdrukkelijke beslissing van de Executieve kan een einde worden gemaakt aan het ambt van lid van de Commissie door, voor de afgevaardigden van de Executieve, de afvaardiging in te trekken en, wat de andere leden betreft, door het verlies van de hoedanigheid uit hoofde van dewelke zij werden benoemd.

Art. 5. Twee ondervoorzitters worden door de Executieve benoemd onder de leden die respectievelijk de eerste en de tweede helft van de Commissie vormen, volgens het onderscheid, vastgesteld bij artikel 7 van de wet van 29 maart 1962.

In geval van afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de eerste ondervoorzitter of, wanneer deze afwezig of verhinderd is, door de tweede ondervoorzitter.

Art. 6. Behoudens de toepassing van artikel 4, 4e lid, duurt het mandaat van de leden van de Commissie vier jaar. Het kan worden hernieuwd.

Behalve in geval van overmacht kan een lid dat op meer dan vijf opeenvolgende vergaderingen afwezig is door de Executieve worden ontelagen. De vervanging moet binnen twee maanden na de beslissing geschieden.

Wanneer een mandaat vacant wordt ten gevolge van overlijden, ontslag of om enigerlei andere reden, wordt de plaatsvervanger benoemd volgens de voorwaarden bepaald voor de benoeming in een vacant mandaat. De plaatsvervanger voltooit het mandaat van het lid dat hij opvolgt.

Art. 7. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en twee ondervoorzitters. Het leidt de werkzaamheden van de Commissie en zorgt voor de uitvoering van haar beslissingen.

Art. 8. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de Dienst van het Bestuur van de Stedebouw en Ruimtelijke Ordening. Het omvat een secretaris en een adjunct-secretaris, aangesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening en de stedebouw behoren.

Het secretariaat heeft tot opdracht, onder de leiding van de voorzitter, de vergaderingen en de werkzaamheden van de Commissie, van de secties en van de werkgroepen ervan voor te bereiden.

Art. 9. De Commissie vergadert wanneer zij bijeengeroepen wordt door de voorzitter, die de agenda vaststelt. Zij vergadert ten minste zes maal per jaar.

De voorzitter is gehouden de Commissie bijeen te roepen binnen vijftien dagen indien het verzoek daartoe wordt gedaan, hetzij door de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening en de stedebouw behoren of door zijn gemachtigde, hetzij door negen leden.

Op verzoek van minstens vijf leden moet elke aangelegenheid waarvoor de Commissie bevoegd is op de agenda worden ingeschreven.

Art. 10. De Commissie kan slechts geldig beslissen wanneer ten minste de helft van de leden aanwezig is.

Is die voorwaarde niet vervuld, dan wordt de Commissie binnen acht dagen opnieuw bijeengeroepen met dezelfde agenda en kan zij beslissen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 11. De beslissingen worden met meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

In de notulen wordt melding gemaakt van de adviezen van de minderheid.

Art. 12. De Commissie kan in secties worden gesplitst om de problemen van lokaal belang te onderzoeken, voor zover haar beide helften daarin in gelijken getalle vertegenwoordigd zijn.

Art. 13. In de Commissie kunnen werkgroepen worden opgericht, belast met het voorbereidend onderzoek van bepaalde bijzondere problemen.

De Commissie kan alle inlichtingen inwinnen die nodig zijn voor de vervulling van haar opdracht.

Art. 14. Onverminderd haar wettelijke opdracht, dient de Commissie de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening en de stedebouw behoren ook van advies over alle vragen die hij haar voorlegt in verband met de ruimtelijke ordening en de stedebouw in het Waalse Gewest. De adviezen moeten binnen de door de Minister vastgestelde termijn worden verleend; hij alleen oordeelt over de openbaarmaking ervan.

Art. 15. De Commissie dient jaarlijks een verslag over haar werkzaamheden in bij de Minister tot wiens bevoegdheid de ruimtelijke ordening en de stedebouw behoren; de Minister geeft ervan kennis aan de Executieve.

Art. 16. De Commissie kan een beroep doen op de medewerking van speciaal bevoegde personen, alsmede van ambtenaren van de ministeries, zulks met goedvinden van de Minister onder wie de ambtenaren ressorteren. Zij hebben raadgevende stem.

Art. 17. De directeurs van de Waalse provinciale diensten van het Bestuur van de Stedebouw en Ruimtelijke Ordening, alsmede een ambtenaar van de centrale diensten van dit bestuur mogen deelnemen aan de vergaderingen van de Commissie, van het bureau en van de secties, van de gemeenschappelijke vergaderingen van afgevaardigden en aan die van de werkgroepen. De betrokken directeur mag zich laten vergezellen van een adjunct. De bij dit artikel bedoelde ambtenaren hebben raadgevende stem.

Art. 18. De vergoedingen en het presentiegeld worden toegekend aan de voorzitter en leden van de Commissie overeenkomstig besluit van 18 september 1975 houdende vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en van het presentiegeld toegekend aan de voorzitters en leden van de commissies ingesteld ter uitvoering van de artikelen 7 en 19 van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en van 22 december 1970.

Art. 19. Het koninklijk besluit van 15 maart 1976 tot aanduiding van het Waalse Gewest om het voorwerp uit te maken van een gewestelijk plan van ruimtelijke ordening en houdende de oprichting van een Waalse Regionale Commissie van Advies voor Ruimtelijke Ordening wordt opgeheven.

Art. 20. Onverminderd de artikelen 4, 4e lid en 6 van dit besluit blijft het koninklijk besluit van 21 augustus 1981 tot benoeming van de Waalse Regionale Commissie van Advies voor Ruimtelijke Ordening van toepassing.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 22. De Minister van de Nieuwe Technologieën en Kleine en Middelgrote Ondernemingen, van de Ruimtelijke Ordening en van de Bossen voor het Waalse Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 april 1983.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van de Nieuwe Technologieën
en Kleine en Middelgrote Ondernemingen, van de Ruimtelijke Ordening
en van de Bossen voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET